

Unité départementale de l'Aisne  
25 Rue Albert Thomas  
02100 Saint-quentin

Soissons, le 31/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ARF**

22 rue Jean Messenger-BP 40137  
59330 Saint-Remy-Du-Nord

Références : ARF\_RAPVI\_2026-104  
Code AIOT : 0005100154

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement ARF implanté 9 Route de Soissons ZI de la Soudière 02300 Chauny. L'inspection a été annoncée le 04/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARF
- 9 Route de Soissons ZI de la Soudière 02300 Chauny
- Code AIOT : 0005100154
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ARF exploite un centre de transit, regroupement, traitement et incinération de déchets

industriels dans la zone industrielle sud de la commune de Chauny.

Les activités autorisées du site sont les suivantes :

- décapage par pyrolyse d'emballages métalliques souillés et d'accessoires métalliques souillés dans un four statique à sole mobile, d'une capacité maximale de 3 t/h (activité à l'arrêt);
- incinération de déchets liquides HPC (Haut Pouvoir Calorifique) et BPC (Bas Pouvoir Calorifique) dans une enceinte de post-combustion alimentée au gaz naturel, d'une capacité maximale de 7 t/h, permettant le traitement des fumées issues du four à pyrolyse ;
- production de vapeur à partir des gaz de combustion issus du four et de l'enceinte de post-combustion ;
- traitement par broyage d'aérosols et traitement des fractions liquides, gazeuses et solides.

Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2009, complété par les arrêtés du 7 juillet 2017 et 30 avril 2024.

L'établissement est classé « Seuil Haut » par dépassement direct des quantités mentionnées dans la nomenclature des ICPE pour le stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique (rubrique 4511).

Il est également soumis à la directive IED au titre de la rubrique principale 3520 "Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations co-incinération des déchets" dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles sont celles associées au BREF WI.

#### Thèmes de l'inspection :

- SGS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Formation – Organisation générale	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Formation – Plan de formation (contenu)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Formation – Plan de formation (élaboration)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
4	Formation – Plan de formation (suivi)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
5	Formation –	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Evaluation	article Annexe I – 1	
6	Formation – Entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
7	Surveillance des performances (suites 2025)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant a mis en place un dispositif de formation intégré au système de gestion de la sécurité (SGS). Celui-ci s'appuie sur plusieurs procédures encadrant l'identification des besoins en formation, l'élaboration d'un plan de formation par fonction et l'évaluation des compétences des opérateurs, notamment au travers de la démarche dite du « carré magique » et de dispositifs d'intégration des nouveaux arrivants. Des formations en lien avec les risques du site sont effectivement dispensées et le respect des échéances de certaines formations a pu être vérifié par sondage.

L'Inspection relève néanmoins des écarts pour lesquels la mise en place d'actions correctives est demandée:

- la description de l'organisation de la formation est incomplète dans le manuel SGS,
- le plan de formation par fonction n'intègre pas toutes les fonctions présentes sur site,
- les fonctions en charge des étapes de mise en œuvre, enregistrement et évaluation de la formation ne sont pas identifiées dans la procédure PG/HSE/ARF/03.

Enfin, l'Inspection formule des demandes visant à améliorer le système mis en place. Une réponse est attendue sous 2 mois.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Formation – Organisation générale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :  1. Organisation, formation  [...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du

contenu de cette formation sont explicitées.

### **Constats :**

Pour rappel , le site ARF de Chauny compte 12 salariés.

L'organisation du service RH :

L'exploitant a présenté un manuel SGS daté du 10/09/2025 qui comporte un organigramme production et un organigramme administratif dans lequel seule une personne est mentionnée pour les Ressources Humaines (RH).

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant précise que la responsable RH s'occupe des 3 sites ARF de Chauny (02), Vendeuil (02) et Saint-Rémy-du-Nord (59) et qu'une assistante administrative remplit également des missions RH. Ceci n'apparaît pas dans le manuel SGS. **Voir demande d'action corrective n°1**

L'organisation de la formation est encadrée par plusieurs procédures :

#### - PG/HSE/ARF/03 Formation et sensibilisation, version 3 datée du 18/02/2025

Cette procédure décrit le processus de formation et sensibilisation. Elle mentionne :

- . l'identification des risques et tâches liées à la prévention des risques d'accident majeur par le directeur HSE et un groupe de travail,
- . la définition des besoins en formation par le directeur HSE et la responsable RH,
- . l'élaboration du plan de formation par la responsable RH puis une validation par le PDG.

**Voir demande d'action corrective n°1**

Lors de la visite, l'exploitant précise que :

- . le groupe de travail est constitué des services RH, QHSE et amélioration continue,
- . le service RH, les formateurs internes et le responsable de production sont chargés de la mise en œuvre du programme de formation.

Cette procédure PG/HSE/ARF/03 n'est pas mentionnée à l'item « organisation, formation » du manuel SGS. **Voir demande n°1**

#### - PG/ARF/RH/02 Gestion de la formation, version 1 datée du 18/02/2025

Cette procédure détaille sous forme de logigramme les différentes étapes de mise en place de formations pour l'ensemble du groupe ARF. Il est prévu qu'un PDDC (Plan de Développement des Compétences) soit établi par fonction. Les services RH, QHSE et la direction en sont garants.

L'organisation des formations est réalisée par le service RH et le responsable production.

Des évaluations et reportings sont prévus.

#### - PG/ARF/RH/03 Évaluation des connaissances et compétences, version 0 datée du 29/01/2026

Le dispositif de formation s'appuie également sur la méthodologie interne dite du « carré magique » décrite dans cette procédure. Elle consiste à identifier pour chaque fonction du

process, les connaissances et compétences attendues pour 4 niveaux de « qualification » - débutant, confirmé, expert, référent -. Ce travail a été réalisé pour le personnel de l'atelier incinération et vient d'être lancé pour le process aérosols.

Cette procédure PG/ARF/RH/03 n'est pas mentionnée à l'item « organisation, formation » du manuel SGS. **Voir demande n°1**

- PG/CHA/RH/11 Intégration nouvelle embauche Chauny, version 0, datée du 09/04/2025

Le manuel SGS prévoit que chaque nouvel arrivant fait l'objet d'un accueil et d'une formation initiale décrite dans la procédure PG/CHA/RH/11.

La procédure précise notamment que les garants de l'intégration de la personne sont : le service RH, l'adjoint du directeur de production / maintenance et le service QHSE.

Deux documents permettent de s'assurer de l'intégration d'un nouveau personnel : « intégration de 0 à 3 mois » (ce document n'est pas référencé car en test) et « on boarding » (référence DOC/CHA/RH10). La procédure PG/CHA/RH/11 prévoit que l'adjoint du directeur de production / maintenance les transmette aux RH.

Vu document « on boarding » opérateur, référence DOC/CHA/RH10, version datée du 13/09/2024. Il reprend les différentes étapes du parcours d'intégration en 2 parties :

- informations générales : visite et présentation du site, livret d'accueil, formation sécurité, politique QHSE / SGS, autorisations et habilitations internes
- informations opérationnelles avec des programmes de formation sur 0-3 mois, 3-6 mois et 6 mois-1an.

- PG/HSE/ARF/11 Accueil des entreprises extérieures., version 5, datée du 24/10/2024

Cette procédure multi-sites renvoie vers des documents tels que plan de prévention préalable (DOC/CHA/HSE/02), protocole de sécurité (pour les transporteurs) , mode opératoire d'intervention, permis feu, ainsi qu'une autorisation de travail (DOC/CHA/HSE/06), permettant d'encadrer les interventions et la prise en compte des risques du site.

Ainsi cette procédure relève davantage de la maîtrise d'exploitation que de la formation.

**Observation** : L'objet de la procédure ne mentionne pas les intérimaires.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La description de l'organisation de la formation est incomplète.

**Demande d'action corrective n°1 :**

- L'organisation du service RH doit être précisée et formalisée (manuel SGS) ;
- La composition du groupe de travail doit être précisée ainsi que les services ou fonctions en charge des étapes de mise en œuvre, enregistrement et évaluation de la formation (procédure PG/HSE/ARF/03).

<b>Demande n°1</b> : Toutes les procédures encadrant l'item formation doivent être visées dans le manuel SGS.
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais</b> : 2 mois

**N° 2 : Formation – Plan de formation (élaboration)**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, SGS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Cf.procéduPG/HSE/ARF/03 <i>Formation et sensibilisation</i>, l'exploitant identifie les besoins en formation en lien avec les risques d'accidents majeurs à partir des résultats de l'étude de dangers i.e. notamment au travers de l'analyse des risques et l'identification des éléments importants pour la sécurité (EIPS) associés aux scénarios d'accidents majeurs (DOC/CHA/SGS/04).</p> <p>On peut notamment citer l'EIPS n°5 « formation du personnel au poste de travail associé à une formation sécurité » qui consiste à former le personnel aux modes opératoires de production afin de limiter la survenue de situations dangereuses. Il convient de noter que les modes opératoires comportent les modalités de mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques (MMR).</p> <p>Cf procédure PG/ARF/RH/02 <i>Gestion de la formation</i>, le plan de formation est élaboré de manière annuelle à partir des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les formations obligatoires,</li> <li>- le plan des formations établi par fonction,</li> <li>- les besoins recensés lors des entretiens professionnels. .</li> </ul> <p>La prise en compte du retour d'expérience des accidents ou incidents dans l'élaboration ou la mise à jour du plan de formation n'est pas mentionnée. <b>Voir demande n°2</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique que le plan de formation est ajusté régulièrement en fonction des besoins du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°2</b> : Intégrer la prise en compte du retour d'expérience accidentel pour l'élaboration</p>

du plan de formation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Formation – Plan de formation (contenu)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté son plan de formation par fonction (DOC/ARF/RH/11), version 1, daté du 27/02/2025., mentionné dans la procédure PG/ARF/RH/02.</p> <p><b>Seules 6 fonctions y sont mentionnées.</b> Ainsi il ne comprend pas l'ensemble des fonctions du site de Chauny : il manque les HSE, ingénieur amélioration continue, ingénieur traitement valorisation et directeur industriel. L'exploitant indique que certaines fonctions sont rattachées au plan de formation du site de Vendeuil. <b>De plus, les libellés des fonctions ne correspondent pas à l'organigramme.</b></p> <p><b>Voir demande d'action corrective n°2</b></p> <p>Le plan de formation paraît cohérent avec les risques identifiés dans l'étude de dangers du site et mentionne les fréquences de recyclage .</p> <p>L'exploitant a identifié les formations qu'il juge en lien avec la prévention des accidents majeurs par une coche dans une colonne « SGS » :- Sensibilisation aux accidents majeurs, réalisée en interne par les services HSE et RH avec un questionnaire d'évaluation,</p> <p>Lors de cette sensibilisation, des exemples d'accidents survenus au niveau national sont présentés aux salariés afin d'illustrer les enjeux liés aux risques industriels.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formations spécifiques aux situations d'urgence et de mise en sécurité des installations, notamment sur la base de fiches réflexes opérationnelles (modes opératoires) et des fiches réflexes du POI, ainsi que la formation à la gestion de crise (POI) pour le personnel d'astreinte, </li></ul> <p><b>Voir demande n°3</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- formations en lien avec les risques du site, dont des formations chimiques (N1 et N2 dispensées par un organisme externe), ATEX,</li> <li>- formation à la conduite d'audit de sécurité.</li> </ul> <p><b>Observation :</b> Le plan pourrait être complété avec la mention de qui réalise la formation (en interne ou prestataire externe).</p> <p>En outre, via la démarche « carré magique », l'exploitant a bien établi la correspondance entre les</p>



opérations importantes de sécurité et les compétences, et il réalise du compagnonnage pour la conduite des installations.

Concernant certaines compétences attendues du HSE (mener une analyse de risques, établir un arbre des causes...), l'exploitant indique qu'elles ne font pas l'objet de formation car elles font partie du cursus d'étude du personnel embauché.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande d'action corrective n°2 :**

- Compléter le plan de formation par fonction afin d'intégrer toutes les fonctions (il est possible de renvoyer vers le plan d'un autre site ARF le cas échéant),
- Mettre les libellés des fonctions en cohérence avec l'organigramme.

**Demande n°3 :** Sensibiliser les opérateurs aux risques d'effet missile des aérosols (ce qui justifie d'être vigilant au compartimentage des locaux).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Formation – Plan de formation (suivi)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, SGS

**Prescription contrôlée :**

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :

1. Organisation, formation

[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.

**Constats :**

Cf procédure PG/HSE/ARF/03, l'identification des besoins en recyclage est assuré par les RH. En revanche les fonctions en charge des étapes de mise en œuvre de la formation, enregistrement de la formation et évaluation ne sont pas identifiées. **Voir demande d'action corrective n°3**

Le plan de formation par fonction (DOC/ARF/RH/11) mentionne les intervalles de recyclage.

<p>L'exploitant indique que le suivi des formations est assuré conjointement par le service RH multi-sites et la responsable RH groupe, avec des échanges réguliers et la tenue de réunions mensuelles dédiées.</p> <p>Le plan de formation, établi annuellement, fait l'objet d'ajustements réguliers, pouvant intervenir de manière quotidienne en fonction des besoins opérationnels et des contraintes d'exploitation. Cette organisation permet une certaine réactivité dans la gestion des formations.</p> <p>L'exploitant précise que les formations priorisées sont les formations obligatoires, formations métier et formation sécurité, et qu'en cas d'arbitrage la décision est prise par la direction.</p> <p><b>Observation</b> : Ces éléments pourraient être formalisés.</p> <p>L'Inspection a vérifié par sondage le respect du recyclage des formations pour l'agent qualifié de centre de traitement des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- N1 (produits chimiques) le 28/06/2024 (recyclage 3 ans),</li> <li>- N2 (produits chimiques) le 08/10/2024 (recyclage 4 ans),</li> <li>- habilitation chaufferie 08/12/2023 (recyclage 3 ans),</li> <li>- manuel POI 20/06/2024 (recyclage 3 ans),</li> <li>- fiches réflexes 20/06/2024 (recyclage 3 ans),</li> <li>- sensibilisation accidents majeurs 20/06/2024 (recyclage 3 ans),</li> <li>- EPI (équipier de première intervention) 02/02/2025 (recyclage 3 ans),</li> <li>- audit sécurité 24/01/2025 (pas de recyclage),</li> <li>- sensibilisation ATEX 22/05/2024 (recyclage 3 ans).</li> </ul> <p>Ainsi aucun écart n'est constaté.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande d'action corrective n°3 :</b> Compléter la procédure PG/HSE/ARF/03 afin que les fonctions en charge des étapes de mise en œuvre de la formation, enregistrement de la formation et évaluation soient identifiées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Formation – Evaluation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Cf procédure PG/HSE/ARF/03, une étape d'évaluation de l'efficacité est mentionnée. Voir **demande d'action corrective n°3** au point de contrôle précédent.

L'exploitant vérifie l'assimilation des connaissances à l'issue des formations, notamment par la réalisation de questionnaires avec un pourcentage minimal de réussite requis. A titre d'exemple, la formation ATEX est une formation en e-learning qui requiert 70 % de bonnes réponses pour délivrer l'attestation de formation.

En cas de nouvelle embauche, une évaluation formalisée est réalisée après environ trois mois d'intégration, conformément à la procédure (PG/ARF/RH/03), avec échanges entre le service RH et le responsable de production.

L'inspection relève que des « outils d'évaluation » sont mentionnés dans le programme d'intégration d'un agent incinérateur (DOC/ARF/RH/17). La conclusion d'une évaluation est « A » *Acquis* ou « NA » *Non Acquis*. L'exploitant indique que certaines check-list d'évaluation restent encore à créer. **Voir demande n°4**

Ce document n'est pas mentionné dans le manuel SGS ou les procédures associées. **Voir demande n°1** au point de contrôle n°1.

Le suivi de la capacité des opérateurs à intervenir en autonomie est assuré au moyen de la méthodologie interne dite du « carré magique » (PG/ARF/RH/03), complétée par un dispositif de parrainage visant à accompagner la montée en compétence des agents.

Concernant la formation aux situations d'urgence, l'exploitant dispose d'un formulaire d'enregistrement des tests de situations d'urgence (DOC/ARF/HSE/21, V1 du 08/12/2022). Vu exercice réalisé le 15/01/2026 qui atteste de la mise en œuvre opérationnelle de tests visant à vérifier la capacité de réaction du personnel.

Le document est conclusif et permet ainsi d'indiquer si l'exercice s'est bien déroulé.

Lors de la visite, l'Inspection s'est entretenu avec un agent « incinération » présent sur le terrain, disposant d'une ancienneté depuis 2012. L'agent interrogé a indiqué avoir suivi plusieurs formations en lien avec son activité, notamment les formations risques chimiques N1 et N2 ainsi qu'une formation électrique, et a confirmé avoir été évalué par questionnaire à l'issue des formations.

Il a également confirmé l'utilisation du « carré magique » dans le cadre d'un compagnonnage et suivi de ses compétences.

L'agent a toutefois indiqué que certaines formations pouvaient rester principalement théoriques. Il confirme avoir fait remonter ces informations et dialoguer avec les RH.

Par ailleurs, il n'a pas été en mesure de localiser les fiches réflexes, celles-ci étant situées dans le local incendie et non dans le local « incinération » où il se trouve.

Enfin, interrogé sur les risques et accidents majeurs spécifiques au site, l'agent n'a pas été en mesure de répondre.

**Voir demande n°5**

Les formations sont également évaluées via des échanges informels (les RH questionnent le personnel) et lors de l'entretien annuel (cf procédure PG/ARF/RH/02).

<p>En conclusion, les éléments présentés attestent globalement d'un dispositif d'évaluation des formations en place. Néanmoins, les observations réalisées lors des échanges terrain invitent à renforcer l'appropriation opérationnelle des contenus liés aux situations d'urgence et aux accidents majeurs.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°4 :</b> Intégrer l'action de création de check-list d'évaluation au plan d'actions adossé à la PPAM et fixer une échéance.</p> <p><b>Demande n°5 :</b> Mettre à disposition les fiches réflexes au niveau du local « incinération » et prévoir une nouvelle sensibilisation sur les risques du site de Chauny.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Formation – Entreprises extérieures

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Cf. procédure PG/HSE/ARF/11, l'exploitant encadre les interventions des entreprises extérieures au moyen de plans de prévention préalables et d'autorisations de travail, permettant d'identifier les risques liés aux activités réalisées et de définir les mesures de prévention associées.</p> <p>Concernant l'adéquation de la formation des entreprises extérieures (EE), l'exploitant indique veiller à la bonne sélection de ces EE (fabricants, grands noms...).</p> <p>Il précise également que les entreprises extérieures fournissent des attestations de formation lorsqu'elles transmettent leurs devis ou lors du plan de prévention, notamment la présentation d'une certification MASE.</p> <p>Vu par sondage certificat MASE / France Chimie valable du 10/02/2023 au 09/02/2026 pour la société DETECTA SERVICES (détecteurs gaz).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Surveillance des performances (suites 2025)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS</p>

### Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.

Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.

Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.

### Constats :

L'exploitant a transmis des réponses aux demandes formulées dans le rapport du 10/06/2025 relatif à la visite du 24/04/2025.

Les documents suivants ont été révisés :

- la procédure relative au traitement des non-conformités PG/GEN/ARF/03, version n°10 du 22/12/2025;
- le document "listing de la documentation" DOC/CHA/GEN/12, version 2 du 11/09/2025, a été complété afin d'identifier la documentation du site en lien avec les items du SGS;
- la procédure relative à la surveillance et mesurage des performances HSE / SGS référence PG/HSE/ARF/07, version 3 du 16/05/2025.

Concernant la demande n°1 de compléter l'organigramme du manuel SGS avec les fonctions supports, un organigramme des fonctions "transverses" a été ajouté au manuel mais celui-ci est illisible et les personnes susceptibles d'être impliquées dans la prévention des accidents majeurs ne sont pas identifiées. **Voir demande n°6.**

Concernant la demande n°13 portant sur des incidents survenus sur le site, des actions correctives ont été mises en place:

- Au regard de l'incident visant les cuves de stockage, les mode opératoires "dépotage HPC - BPC" référence CHA/PRD/26 et "transfert de cuve à cuve" référence CHA/PRD/02 ont fait l'objet d'une révision (respectivement version 5 et version 4 du 29/01/2026);

Il a été ajouté qu'en cas de déclenchement de NTH [...] le transfert en cours doit être stoppé.

L'exploitant précise que le niveau haut est utilisé dans le cadre du process pour gérer les transferts. Le dispositif de sécurité repose uniquement sur le niveau très haut.

**Remarque:** ce point important est noyé dans le texte. Il pourrait être mis en avant par un code couleur.

En revanche, les modalités organisationnelles visant à autoriser des transferts cuve à cuve en l'absence du personnel de laboratoire n'ont pas été formalisées. **Voir demande n°7.**

- Au regard de l'incident visant les installations de GPL, l'exploitant s'est rendu compte que les

<p>valves permettant des by-pass n'étaient pas adaptées à ses installations / process en raison d'incompatibilités liées au gaz. <i>Nota: Ce point pourra être discuté lors d'une visite sur l'item "gestion des modifications".</i></p> <p>Les valves ont été remplacées par un autre modèle et les réglages opérés permettent désormais une ouverture de la soupape de décharge. Une cheminée a été installée au droit de cette soupape et les consignes de démarrage du variateur de la pompe d'injection de GPL ont pu être remises telles qu'à l'origine (fin du fonctionnement en mode dégradé).</p> <p>En revanche, la procédure de réarmement de l'automate de sécurité est encore en cours de rédaction. <b>Voir demande n°8.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°6:</b> Améliorer la lisibilité de l'organigramme des fonctions transverses dans le manuel SGS et identifier les personnes susceptibles d'être impliquées dans la prévention des accidents majeurs.</p> <p><b>Demande n°7:</b> Décrire les modalités d'organisation permettant d'autoriser des transferts de cuve à cuve lors de situations d'urgence, en l'absence du personnel de laboratoire.</p> <p><b>Demande n°8:</b> Finaliser la rédaction de la procédure de réarmement de l'automate de sécurité des cuves GPL.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>